

ARCHIVES NATIONALES DU MONDE DU TRAVAIL

**CREDIT FONCIER DE FRANCE,
Service d'organisation générale**

2003 063

INTRODUCTION

Activités

Banque, foncier, immobilier

Présentation de l'entrée

Ce fonds est entré au Centre des archives du monde du travail en 2003. Selon un contrat de dépôt du 27 septembre 2001, le Crédit Foncier de France procède au dépôt de ses archives historiques depuis 2001. Cette entrée se compose des archives du Service d'organisation générale.

Statut :	archives privées
Dates extrêmes des documents :	1947-1986
Importance matérielle :	42 m.l. (129 unités documentaires, soit 129 cartons ARMIC)
Communicabilité et reproduction :	soumis à l'autorisation du déposant
Instrument de recherche :	Bordereau d'entrée dressé par CFF en 2003 et complété en 2007 par Gersende Piernas, chargée d'études documentaires.

Historique¹

La Banque foncière de Paris est fondée en 1852 à l'initiative des Pouvoirs Publics. Il s'agit alors d'organiser le crédit hypothécaire en France à l'image des banques hypothécaires allemandes instituées à la fin du XVIII^e siècle. Dès l'origine, le statut de société de crédit foncier de l'Etablissement se caractérise par un mécanisme de prêts hypothécaires amortissables à long terme adossés à un financement obligatoire.

La Banque foncière de Paris, devenue Crédit foncier de France en 1854, doit répondre à l'endettement massif de l'agriculture et des paysans français. Ceux-ci subissent en effet les conséquences des taux d'intérêt très élevés des prêts ruraux, l'absence de publicité foncière rendant le prêt hypothécaire particulièrement risqué, puisque le prêteur n'a aucune garantie que le bien hypothéqué ne l'a pas déjà été auprès d'autres bailleurs de fonds. La Banque foncière de Paris doit drainer les capitaux français en émettant des obligations à long terme qui financeraient des prêts ruraux à long terme également. Le gouvernement refusant finalement de subventionner la banque pour l'aider à prêter à taux bas, celle-ci se recentre sur des activités plus lucratives, en particulier les emprunts d'Etat étrangers et surtout l'immobilier parisien. Les gros et moyens propriétaires terriens constituent toutefois une partie non négligeable de la clientèle du Crédit foncier, tandis que le Crédit agricole, aux prêts bonifiés et plafonnés, s'adresse plutôt aux petits agriculteurs.

Le Crédit foncier est placé en 1854 sous la direction d'un gouverneur et de deux sous-gouverneurs nommés par le gouvernement. L'établissement reçoit cependant en 1860 une autonomie de gestion quasiment complète, encore renforcée en 1869. Le Crédit foncier finance alors très largement les grandes percées du baron Haussmann. En 1859, près de 85% des prêts de la banque sont investis dans le seul département de la Seine, et c'est dans les mêmes proportions qu'il avance les capitaux nécessaires aux grandes opérations immobilières parisiennes, par l'intermédiaire notamment de la Compagnie immobilière des frères Péreire. Le Crédit foncier participe ainsi à l'aménagement et à la construction de la rue de Rivoli (grand hôtel du Louvre), du quartier de l'Opéra et de la plaine Monceau. La crise qui frappe le bâtiment dans les années 1880 pousse le Crédit foncier à se diversifier et à investir en province, dans les grands centres urbains et sur le front de mer, tandis que se multiplient à Paris les prêts à la construction d'immeubles de valeur moyenne destinés à la petite et à la moyenne bourgeoisie. Après la première guerre mondiale, le Crédit foncier, toujours à la recherche de placements sans risques, lucratifs et diversifiés, investit dans l'habitat pavillonnaire en région parisienne.

En 1860, le Crédit foncier met sa capacité à mobiliser des fonds à long terme au service des municipalités. Les prêts communaux constituent l'une des principales activités de la banque, au point qu'à la fin du siècle, le Crédit foncier s'adjuge plus des trois-quarts des emprunts des communes. En 1880, le Crédit foncier installe une filiale

¹ Historique provenant de la Direction de la Communication du CFF, 2004.

en Algérie, le Crédit foncier et agricole d'Algérie, qui étend ses activités à la Tunisie en 1909 et au Maroc en 1913. Le Crédit foncier multiplie également les placements à l'étranger. La banqueroute égyptienne de 1876 révèle l'ampleur de l'engagement de la banque en Egypte, bien qu'elle réussisse finalement à empocher de substantiels bénéfices. Devant l'ampleur du scandale, le gouvernement républicain décide de reprendre en main l'établissement. Le Crédit foncier est alors amené à souscrire à la plupart des emprunts publics, assurant leur succès grâce à l'excellente réputation qu'a acquise la banque auprès des rentiers, et à participer au sauvetage du Comptoir d'escompte en 1889, ainsi qu'à d'autres opérations patronnées par le gouvernement.

A la suite du scandale de Panama, la critique des dérives affairistes du Crédit foncier devient un lieu commun de la presse d'opposition de droite et de gauche. Au fil des ans, les profits réalisés par le Crédit foncier paraissent d'autant plus choquants qu'ils proviennent pour une bonne part du soutien que lui apporte le gouvernement, notamment par le biais de la mise à disposition des guichets du Trésor et de remises sur les impôts. Dans ces conditions, l'opinion réclame en contrepartie de ces avantages qu'une proportion plus importante des fonds du Crédit foncier soit investie dans des opérations moins rentables mais d'intérêt national, comme la modernisation de l'industrie et la création d'un parc de logements sociaux. L'épreuve de la première guerre mondiale et des crises financières des années 1920 conduit toutefois la banque à limiter encore plus les risques pour préserver la valeur de ses titres. La mise en oeuvre d'une politique de grands travaux dans la lignée du New Deal est ainsi surtout le fait du Crédit national et de la Caisse des dépôts et consignations. En revanche, après la seconde guerre mondiale, la banque participe activement au boom de la construction de logements bon marché. Le Crédit foncier est chargé de la gestion du Fonds national d'amélioration de l'habitat institué en 1945. La loi du 21 juillet 1950 missionne la banque pour accorder des prêts spéciaux aux particuliers bénéficiant de primes à la construction. Enfin, en 1972, l'Etat lui délègue le soin d'instruire et de gérer les dossiers de prêts immobiliers conventionnés. Aujourd'hui encore, les prêts aux communes et au logement constituent toujours les principaux secteurs d'activité du Crédit foncier.

Historiquement, l'organisation juridique du CFF se différencie de celles des sociétés de droit commun par la tutelle des Pouvoirs Publics, mais c'était une société de droit privé dont le capital social était constitué d'actions cotées en Bourse, à l'époque largement réparties dans le public, jusqu'à l'offre publique d'achat (OPA), réalisée par la Caisse de Dépôt et de Consignations, en 1996, pour le compte de l'État. De 1852 à 1999, selon l'objet des financements, plusieurs séquences historiques se sont succédées ou ont coexisté pour certaines d'entre elles.

- La propriété rurale et la propriété urbaine :

La création du CFF, au milieu du XIX^e siècle, se justifiait par l'état de la dette hypothécaire qui grevait la propriété rurale. L'instauration de prêts hypothécaires à long terme amortissables a progressivement amélioré cette situation, mais avec les transformations de la société française, le financement de l'immobilier urbain s'est peu à peu superposé au désendettement de l'agriculture. Dès 1860, des relations sont instaurées avec le Sous-Comptoir des Entrepreneurs. Cet établissement, créé en 1848, accorde des ouvertures de crédit à court et moyen termes, lesquelles sont consolidées par des prêts à long terme du Crédit Foncier consentis pour le financement de la construction.

- Les collectivités locales :

L'élargissement, en 1860, des activités du Crédit Foncier au financement des collectivités locales, lui a permis de devenir leur principal prêteur de 1890 à 1930 environ. Mais ces opérations, réduites de manière drastique avec la priorité donnée au financement des prêts au logement à partir de 1950, sont réactivées de 1985 à 1995.

- Le « Tout logement » :

La Loi du 21 juillet 1950 a instauré une période exceptionnelle dans l'histoire du CFF : celle du quasi-monopole de la distribution des prêts aidés par l'État, avec le Sous-Comptoir des Entrepreneurs, correspondant à la période de la reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale. Le dispositif a cependant beaucoup évolué à partir de 1950, avec le désengagement progressif des Pouvoirs publics, jusqu'à la réforme d'octobre 1995 de l'accession aidée au logement et la mise en place du prêt à zéro pour cent distribué par tous les établissements de crédit.

- La diversification :

Évoluant dans un environnement progressivement « banalisé » et concurrentiel, la Société a été conduite à élargir ses interventions à partir du milieu des années 1980, mais le redéploiement de certaines activités, dont le risque n'a pas été suffisamment maîtrisé, a conduit à une crise sans précédent dans l'histoire du Crédit Foncier.

- La crise et le renouveau :

Dans un contexte de crise durable de l'immobilier, à partir de 1990, celle du Crédit Foncier a été accélérée par la disparition brutale des prêts aidés, en octobre 1995, sans mesures d'accompagnement lui permettant de se repositionner dans un environnement financier largement concurrentiel. Privé de ses moyens traditionnels de financement et, l'année suivante, en disposant plus de fonds propres après une perte supérieure à 10 milliards de francs pour l'exercice 1995, un schéma de démantèlement était envisagé. Celui-ci a été évité grâce à une très forte mobilisation de l'Entreprise et de son personnel, confortés par des résultats positifs.

Après une période d'incertitudes, 1999 a constitué un tournant majeur dans l'histoire du CFF. La loi du 25 juin 1999 a profondément réformé le régime des sociétés de crédit foncier institué en 1852 : le CFF a adopté le régime des sociétés à Directoire et Conseil de Surveillance et a créé une filiale de refinancement, la Compagnie de Financement Foncier, première société au regard de la loi. La seconde étape essentielle a été l'adossment au Groupe des Caisses d'Épargne devenu actionnaire majoritaire.

Cet adossment a permis au Crédit Foncier, par ailleurs profondément restructuré, de rejoindre un groupe bancaire important, dynamique et de taille européenne, au sein duquel il a l'ambition d'exploiter au mieux ses atouts.

En 2003, le CFF quitte ses locaux de la Place de Vendôme pour regrouper l'essentiel de ses équipes sur le site « Les Rives de Bercy », à Charenton. En 2004, le CFF réalise une opération de croissance externe en finalisant le rachat d'Entenial. Ce rachat est suivi d'un rapprochement du CFF et d'Entenial pour construire le numéro 1 français des services et financements de l'immobilier au sein du groupe Caisse d'Épargne.

Sources complémentaires

ANMT :

Autres entrées du CFF :

2001 026 Archives de la Direction, financières et comptables pour la métropole et l'Afrique du Nord

2002 059 Service de l'Inspection et expertises foncières. 1920-1970.

2003 026 Service du personnel

2003 040 Secrétariat général

2003 047 Fonds des gouverneurs Blatry et Bonin, fonds Rigoir, directeur des moyens généraux, autre petit fonds

2003 064 Secrétariat du conseil, relations extérieures, Service de l'information et des relations publiques

2003 065 Service des titres, secrétariat général, comité d'entreprise.

2004 032 Fonds Fuzier, secrétaire général et Fonds Henri Heugas Darrespen, employé.

2006 013 Prêts aux communes

Bibliographie

ALLINNE (J.-P.), *Banquiers et bâtisseurs : un siècle de Crédit foncier, 1852-1940*, Éditions du CNRS, Paris, 1983.

RAIMBAULT (A.) et HEUGAS-DARRASPEN (H.), *Crédit Foncier de France : itinéraire d'une institution*, Éditions du Regard, Paris, 1994.

SOMMAIRE

2003 063 001-019	Secrétariat général. 1956-1985.
2003 063 019-024	Service des méthodes. 1947-1985.
2003 063 024-025	Service de la mécanographie. 1956-1968.
2003 063 025-030	Service de l'Information et gestion électronique (IGE). 1969-1985.
2003 063 031-036	Méthodes : gestion du courrier et traitement de textes. 1969-1984.
2003 063 036-040	Matériel et service intérieur. 1953-1989.
2003 063 040-042	Etudes et opérations juridiques (EOJ). 1964-1984.
2003 063 042-051	Service du contentieux, Service du contentieux et révisions. 1954-1984.
2003 063 052-061	Comptabilité des prêts. 1969-1986.
2003 063 062-068	Comptabilité générale. 1950-1985.
2003 063 068-069	Secrétariat du conseil et publicité. 1960-années 1970.
2003 063 069	Service de l'information et des relations publiques. 1960-1984.
2003 063 070-074	Service du personnel et relations du travail. 1953-1986.
2003 063 074-080	Service d'exploitation commerciale (SEC). 1973-1985.
2003 063 081-082	Primes et interventions publiques (PIP). 1968-1985.
2003 063 083-086	Inspection des prêts fonciers. 1953-1985.
2003 063 086-101	Opérations de banque et caisse. 1950-1986.
2003 063 101-103	Escompte et opérations financières. 1965-1985.
2003 063 104-116	Service des prêts, Actes des prêts. 1948-1986.
2003 063 116-125	Service des titres. 1950-1988.
2003 063 125-128	Délégations régionales, directions départementales. 1947-1986.
2003 063 128-129	Divers : F.N.A.H., Organisation générale, Domaines, etc. 1961-1986.

BORDEREAU D'ENTREE

Secrétariat général

- 2003 063 001** Dossiers divers, n° 1 à 46 [ancien classement], dont projet de réorganisation des services du secrétariat général, gestion des prêts, décentralisation des décisions, etc. : notes des services, correspondance. 1956 – 1968.
- 2003 063 002** Dossiers divers, n° 47 [ancien classement], dont gestion des prêts fonciers en "pool" avec le Comptoir des entrepreneurs, propositions des services à la nouvelle organisation, conditions d'utilisation des lettres-chèques par le service du contentieux, etc. : notes, correspondance. 1967 – 1969.
- 2003 063 003** Dossier 1 à 5 : continuation de l'assurance en cas de mutation sur les prêts fonciers ordinaires, 1969 ; simplification des contrats de prêts, 1969 ; ventes de logements H.L.M. aux locataires, 1969 ; propositions de la Compagnie bancaire, 1970 ; rapport préparatoire au renouvellement des ordinateurs, 1969.
- Dossier 6 à 11 : développement des opérations sur ordinateurs ; étude d'une nouvelle formule de bons à 5 ans ; propositions d'organismes pour le contrôle de l'efficacité des effectifs ; rétrospectives des mesures d'incitation au remboursement anticipé des prêts spéciaux ; avantages du traitement sur ordinateurs de travaux administratifs de grande série ; mission de rationalisation des choix budgétaires du ministère des Finances. 1969 – 1970.
- 2003 063 004** Dossier 12 à 20 : indemnisation des français d'outre-mer ; nouveaux imprimés de circulaires ; prêts à la construction à des sociétés civiles régies par la loi de 1938 ; Centre intergouvernemental de documentation sur l'habitat et l'environnement ; remboursement anticipé des prêts ordinaires ; prêts Caisse d'épargne ; taux d'intérêt sur prêts spéciaux long terme bonifiés ; prêts associés permettant un financement à 80 %, etc. 1970 – 1972.
- Dossier 21 à 26 : décentralisation à Lyon ; sécurité ordinateur; crédits-terrains à bâtir ; prêts complémentaires Comptoir des entrepreneurs ; propositions de Décagone, société de conseil en informatique ; intervention du groupe Opéra conseil ; rénovation de la cité financière de Paris. 1971 - 1972 .
- Dossier 22 bis : projet de répertoire des opérations foncières par le secrétariat général. 1972.
- 2003 063 005** Dossier n°26 : centre bancaire annexe de Marne la vallée. 1972 – 1973.
- Dossier 27 à 32 : frais de service des emprunts ; dépôt des demandes de prêts spéciaux au Comptoir des entrepreneurs ; assurance-vie des prêts fonciers du secteur privé et des prêts construction ; aménagements pour les opérations conjuguées ordinaires ; contrôle du rendement des services financiers des directions départementales et des agences, et propositions pour un futur service commercial. 1972 – 1973.
- 2003 063 006** Dossier 33 à 60 : proposition de service du Laboratoire de recherche avancée en moyens informatiques ; modifications dans l'instruction des demandes de prêts ; projet d'implantation des services rue Cambon ; fabrication des titres obligataires ; prêts aux rapatriés ; provision fiscale des prêts ; prévision des besoins en effectifs ; propositions de diverses sociétés concernant la gestion. 1973 – 1974.

- Dossier 47 : réduction des délais d'instruction des prêts spéciaux à la construction. 1975.
- Dossier 55.1 : instruction et gestion des prêts. 1975 – 1976.
- 2003 063 007** Dossier 55.2 : instruction et gestion des prêts. 1975 – 1976.
- Dossier 61 à 73 : procédures de gestion des prêts. 1975.
- Dossier 74 : études tendant à améliorer les procédures d'autorisation des prêts du secteur privé. 1976.
- 2003 063 008** Dossier 75 à 90 : gestion des prêts à la construction ; prêts consortiaux pour la B.L.H., le Comptoir des entrepreneurs, l'U.C.B., 1975 – 1977 ; gestion des prêts complémentaires aux fonctionnaires, des prêts à la construction et aux travaux et des prêts du secteur privé. 1975 – 1977.
- Dossier 91 à 100 : instruction et gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes et statistiques. 1976.
- 2003 063 009** Dossier 101 à 120 : instruction et gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes et statistiques. 1976 – 1978.
- Dossier 109 bis : garanties de bonne fin des prêts privés, notes du service des méthodes. 1977 – 1982.
- Dossier 125 : prêts de sociétés anonymes de crédit immobilier, notes du service des méthodes. 1977.
- 2003 063 010** Dossier 121 à 140 : instruction et gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes et statistiques ; décisions suite aux études des prêts. 1977.
- Dossier 141 à 152 : instruction et gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes et statistiques ; indemnisation et protection juridique des rapatriés. 1975 – 1979.
- 2003 063 011** Dossier 146 : informatique et libertés. 1979 – 1985.
- Dossier 153 à 155 : mise en place des prêts locatifs aidés ; gestion des prêts consortiaux avec les Caisses d'épargne ; prêts aux syndicats de copropriétaires et sociétés immobilières d'attribution pour le financement de travaux. 1979 – 1981.
- 2003 063 012** Dossier 156 à 170 : instruction et gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes et statistiques ; mise en place des prêts conventionnés de la S.B.O et des prêts complémentaires de la B.N.P associés aux P.A.P. ; versement de fonds dans les DOM. 1977 – 1985.
- Dossier 165 : consolidation des P.A.P. 1977 – 1980.
- 2003 063 013** Dossier 173 : application de la loi Scrivener sur les prêts. 1980 – 1984.
- Dossier 180 : gestion des prêts, passage au terme échu. 1979 – 1981.
- Dossier 185 à 192 : mise en place et gestion de prêts, notamment l'expérimentation d'une formule de prêts pour travaux sylvicoles ; financement des travaux visant à économiser l'énergie. 1972 – 1981.

- 2003 063 014** Dossier 187 à 206 : mise en place et gestion de prêts, notamment réforme des prêts aux fonctionnaires et préfinancement accordés à des lotisseurs pour l'acquisition de terrains ; transmission d'informations entre le Crédit foncier et les établissements gestionnaires des P.S.I. DOM. 1981 – 1983.
- Dossier 202 : mise en place de P.A.P. avec le concours des banques. 1981.
- 2003 063 015** Dossier 207 à 223 : gestion des prêts, notes et avis, notamment des services des méthodes, et de l'I.G.E., Information et gestion électronique. 1982
- Dossier 223 : gestion des prêts, protocole d'accord entre la Crédit foncier et le Comptoir des entrepreneurs. 1982 – 1985.
- 2003 063 016** Dossier 224 à 233 : gestion des prêts, notes et avis, notamment des services des méthodes et de la gestion commerciale. 1982 – 1984.
- Dossier 229 à 249 : mise en place des P.A.P. mensuels directs. 1979 – 1983.
- 2003 063 017** Dossier 234 à 236 : mise en place de P.A.P. associés à un prêts complémentaire du Crédit Lyonnais ; P.S.I. DOM, amélioration des procédures ; transfert des P.A.P., contrôle de solvabilité des acquéreurs. 1983 – 1984.
- Dossier 237 à 254 : études, notes et avis, notamment du service des prêts et du Centre de recherche économique sur l'épargne. 1981 – 1983.
- 2003 063 018** Dossier 255 à 264 : gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes. 1983 – 1984.
- Dossier 265 à 275 : gestion des prêts, notes et avis, notamment du service des méthodes. 1984 – 1985.
- 2003 063 019** Dossier 277 : gestion des P.A.P. de la B.N.P. par le Crédit foncier. 1984 – 1985.

Service des méthodes

- 2003 063 019 (suite)** Dossier 1 à 20. 1974 – 1975.
- Dossier 22 : étude sur les fonds envoyés. 1975 – 1985.
- 2003 063 020** Dossier 4 : garantie de bonnes fins des prêts hypothécaires privés. 1972 – 1974.
- Dossier 23 : étude de la mise sur ordinateur des P.I.C. 1975 – 1976.
- Dossier 36 : refonte de l'imprimé de demande des prêts du secteur privé. 1976 – 1977.
- 2003 063 021** Dossier 21 à 35 : accueil en stage de formation au Crédit foncier d'étudiants d'établissements d'enseignement supérieur; normalisation de la carte de crédit ; étude de la mise sur ordinateur des I.L.M. 72. 1976 – 1985.
- Dossier 37 à 50 : changement du terminal lourd de la comptabilité générale ; relations I.G.E., service des méthodes et les services utilisateurs de l'informatique ; évolution des moyens de télétraitement. 1973 – 1979.
- Dossier 75 : ergonomie du poste de travail pour terminal à écran. 1984.

- 2003 063 022** Dossier 75 : ergonomie du poste de travail pour terminal à écran, documentation. 1984.
- Dossier 51 à 64 : statistiques du secteur financier, statistiques retraits, statistiques P.A.P., transmission au Comptoir des entrepreneurs d'informations sur support magnétique ; les cellules d'études générales des services. 1980 – 1983.
- 2003 063 023** Dossier 65 à 80 : questionnaire pour les demandeurs de micro-informatique ; étude sur la bureautique. 1983 – 1985.
- Dossier 81 à 100 : groupe poste de travail avec terminal écran ; procédures budgétaires pour demande d'équipement informatique ; gestion des imprimés ; gestion des P.A.P. 1983 – 1985.
- Commission des méthodes : études, notes, procès-verbaux, décisions. 1947 – 1952.
- 2003 063 024** Commission des méthodes : études, notes, procès-verbaux, décisions. 1947 – 1952.

Service de la mécanographie

- 2003 063 024 (suite)** Mécanographie : notes, correspondance notamment sur les projets d'ordinateurs et l'organisation générale. 1956 – 1968.
- 2003 063 025** Mécanographie : notes, correspondance concernant l'informatisation des opérations d'escompte de crédits à court et moyen terme. 1966.

Service Information et gestion électronique

- 2003 063 025** I.G.E., dossiers 1 à 23 : notes, correspondance concernant les projets de gestion électronique et leurs incidences dans l'organisation générale et la gestion du personnel. 1969 – 1973.
- I.G.E., dossiers 24 à 33 : étude d'un nouveau schéma de traitement des mouvements rejetés en ordinateur ; extension des terminaux d'interrogation ; saisie décentralisée des informations ; calcul des intérêts à taux différentiels sur les comptes de dépôts à vue ; etc ; 1976 – 1980.
- 2003 063 026** I.G.E., dossier 32 : création de nouveaux imprimés de mouvements 44 " régularisations d'écriture " adaptés aux prêts consortiaux et aux P.I.C. amortissement. 1977.
- I.G.E., dossier 34, nouvelle chaîne trimestrielle : étude préalable, dossier d'application, travaux 1979, travaux. 1980.
- 2003 063 027** I.G.E., dossier 34, nouvelle chaîne trimestrielle (suite) : maintenance. 1979 – 1985.
- I.G.E., dossier 35, prêts trimestriels : maintenance. 1977 – 1978.
- I.G.E., dossier 36 à 45 : plan comptable bancaire et états statistiques des prêts consortiaux ; chaîne P.I.C. Anticipation ; études diverses. 1977 – 1980.

2003 063 028 I.G.E., dossier 46 à 62 : fichier d'adresses en réseau ; automatisation de divers mouvements. 1980 – 1985.
I.G.E., dossier 51 : chaine des prêts consortiaux. 1973 – 1977.

2003 063 029 I.G.E., dossier 47 : lettres de relances. 1978 – 1980.
I.G.E., dossier 63, études sur la migration : regroupement de l'informatique centrale sous le système d'exploitation IBM-MVS/XA et migration des programmes applicatifs COBOL SIRIS. 1985.

2003 063 030 I.G.E. : société SFENA, contrats de vente et maintenance de matériel informatique. 1979 – 1980.
Liaison I.G.E. – Service des méthodes : compte-rendus du comité de planification ; IRIS 80. 1974 – 1982.
Liaison I.G.E. – Service des méthodes : sécurité ordinateur ; rapports et compte-rendus généraux sur l'informatique ; télé-informatique ; effectifs de l'I.G.E. ; problèmes soulevés par l'application de l'informatique. 1974 – 1983.

Méthodes et statistiques : gestion du courrier et traitement de textes

2003 063 031 Gestion du courrier : dossier 1 à 50. 1969 – 1975.

2003 063 032 Gestion du courrier, dossier 50 "conseils utiles". 1981 – 1984.
Gestion du courrier, dossier 51 " Réforme du traitement des chèques au courrier chargé ". 1980 – 1983.
Gestion du courrier, dossier 46.1 : statistiques des activités du service, 1978 – 1982 ; traitement de texte au service courrier, 1980 – 1982. 1978 – 1982.

2003 063 033 Gestion du courrier : dossier 51 à 60. 1977 – 1985.
Traitement de textes, dossier 46.2 : traitement de textes à la comptabilité des prêts. 1981.
Traitement de textes, dossier 46.3 : traitement de textes pour la correspondance du service des études et opérations juridiques. 1981 – 1982.

2003 063 034 Traitement de textes : revues, compte-rendus de conférence. 1980 – 1984.
Traitement de textes : articles de revues spécialisées. 1979 – 1983.
Traitement de texte : dossier général sur l'implantation du traitement de texte au Crédit foncier. 1980 – 1982.

2003 063 035 Traitement de texte : documentation relative aux matériels de traitement de textes de différents constructeurs. 1980 – 1982.

2003 063 036 Courrier, dossiers divers : notes, correspondance, études. 1949 – 1968.

Matériel et service intérieur, 1953 - 1989

- 2003 063 036 (suite)** Matériel : correspondance, notes. 1953 – 1964.
- 2003 063 037** Matériel et service intérieur, dossier 1 à 35 : divers demandes et acquisitions d'équipement. 1972 – 1979.
- Immeubles du siège, implantation Cambon, Capucines : études, notes, correspondance, plans. 1981 – 1982.
- 2003 063 038** Immeubles du siège, implantation Cambon, Capucines : études, notes, correspondance, plans. 1983 – 1984.
- Organisation et gestion des archives, dossier 36 : notes, correspondance, plans. 1980 – 1984.
- 2003 063 039** Matériel et service intérieur, dossier 36 à 54 : études, notes, correspondance. 1982 – 1984.
- Implantations dans l'immeuble Capucines-Volney, dossier 39 : notes, études, statistiques, correspondance. 1977 – 1978.
- Mécanisation d'une partie des tâches du Bureau de gestion, dossier 43 : notes, compte-rendus de réunion, étude, documentation. 1982 – 1984.
- 2003 063 040** Demandes de téléimprimeur ou telex, dossier 53. 1984 – 1989.

Etudes et opérations juridiques, 1964 - 1984

- 2003 063 040 (suite)** E.O.J., dossier 1 à 15 : notes, correspondance, avis. 1964 – 1972.
- E.O.J., dossier 16 à 45 : notes, correspondance, avis. 1971 – 1975.
- 2003 063 041** Effets échus non renouvelés, dossier 30. 1972 – 1975.
- E.O.J., dossier 46 à 52 : restructuration du service ; consolidation et gestion des prêts ; etc. 1973 – 1979.
- E.O.J., dossier 53 à 66 : problèmes d'effectif ; circuits et délais des remboursements manuels des prêts P.S.I. 1972 ; modifications de procédures, 1978 – 1984.
- E.O.J., dossier 56 : réforme de la procédure de consolidation des prêts Crédit foncier – Comptoir des entrepreneurs. 1979 – 1980.
- 2003 063 042** E.O.J., dossier 62 : consolidation des P.S.I. 1972 ; transfert de gestion des prêts Crédit foncier – Comptoir des entrepreneurs 1981.
- E.O.J., dossier 63 : problèmes divers de consolidation de P.A.P. 1979 – 1982.

Service du contentieux, 1954 - 1969
Service du contentieux et révisions, 1969 - 1984

- 2003 063 042 (suite)** Contentieux , dossier 1 à 51 : gestion et réformes d'organisation. 1954 – 1964.
- 2003 063 043** Contentieux , dossier 52 à 93 : gestion et réformes d'organisation. 1964 – 1969.
- 2003 063 044** Contentieux et révisions, dossier 1 à 9, 1969 – 1970 : gestion et réformes d'organisation, dont
- recouvrement
 - remboursement anticipé
 - système de télédictee, etc.
- 2003 063 045** Contentieux et révisions, dossier 10 à 20, 1967 – 1973 : gestion et réformes d'organisation, dont
- circuit des dossiers
 - recouvrement d'arriérés
 - inventaire, recensement et répartition géographique
 - prêts fonciers avec le Comptoir des entrepreneurs
 - assurances et risque propre du Crédit foncier, etc.
- 2003 063 046** Contentieux et révisions, dossier 20 à 22 : gestion et réformes d'organisation, dont
- assurance-incendie des gages du Crédit foncier. 1973 – 1984 .
 - proposition de prêts aux acquéreurs de logements déjà financés par un prêt du Crédit foncier. 1972.
 - études préparatoires, rapports et notes concernant la réforme du service contentieux et révisions. 1970 – 1972.
- 2003 063 047** Contentieux et révisions, dossier 21 à 30, 1972 - 1974 : gestion et réformes d'organisation, dont
- études de mise en place de la réforme du service contentieux et révisions, avis du service et application. 1972 – 1973.
 - conflit des effectifs. 1973
 - frais d'huissier. 1973.
- 2003 063 048** Contentieux et révisions, dossier 31 à 66, 1974 - 1976 : gestion et réformes d'organisation, dont
- surveillance des prêts collectifs. 1974.
 - mécanisation, simplification des circuits et procédures. 1974 – 1975.
- 2003 063 049** Contentieux et révisions, dossier 51 et 54, 1974 - 1976 : gestion et réformes d'organisation, dont
- exploitation statistique des dossiers emprunteurs ayant présenté des incidents de paiement. 1976 – 1979.
 - aménagement en ordinateur du schéma de recouvrement des prêts semestriels individuels vivants. 1975 – 1977.
- 2003 063 050** Contentieux et révisions, dossier 60 à 80, 1978 - 1981 : gestion et réformes d'organisation, dont
- évolution de l'arriéré sur les prêts semestriels. 1978.
 - étude des possibilités d'amélioration et de l'informatisation du " fichier-mouvements " de la section centrale. 1980 – 1981.

Contentieux et révisions, dossier 81 à 93, 1981 - 1983 : gestion et réformes d'organisation, dont procédures de communication des dossiers.

Contentieux et révisions, dossier 94 à 97, 1982 - 1984 : gestion et réformes d'organisation, dont

- audit du service contentieux, 1984
- lettres de relance des prêts trimestriels en situation d'arriéré, 1982 – 1984.

2003 063 051

Contentieux et révisions, dossier 74.1 et 74.2 : réorganisation et informatisation du fichier alphabétique de la section centrale. 1978 – 1981.

Comptabilité des prêts, 1969 - 1986

2003 063 052

Comptabilité des prêts, dossier 1 à 20, 1969 - 1971 : gestion et réformes d'organisation, dont

- amélioration des relations avec les emprunteurs, limitation du coût de la correspondance. 1969.
- allocation en capital après remboursement total. 1970.
- allègement des archives du service. 1971.

2003 063 053

Comptabilité des prêts, dossier 21 à 48, 1971 - 1978 : gestion et réformes d'organisation, dont

- suppression du fichier alphabétique. 1973.
- réglementation des loyers. 1973.
- automatisation des renvois créditeurs sur prêts éteints. 1978.

2003 063 054

Comptabilité des prêts, dossier 49 à 63, 1972 - 1984 : gestion et réformes d'organisation, dont

- contrôle des loyers en cas de divisions de prêts locatifs. 1976.
- contrôle des loyers-plafonds des prêts du régime locatif de 1972. 1976 – 1984.
- mise en place du titre universel de paiement. 1975 – 1978.

2003 063 055

Comptabilité des prêts, dossier 64 à 80, 1972 - 1979 : gestion et réformes d'organisation, dont

- contrôle des loyers. 1972 – 1977.
- incitation au remboursement anticipé. 1978.
- étude sur l'évolution des motifs de correspondance des emprunteurs, (dossier 78). 1977 – 1979.

2003 063 056

Comptabilité des prêts, dossier 81 à 90, 1978 - 1981 : gestion et réformes d'organisation, dont

- gestion des prêts conventionnés. 1978.
- domiciliation des charges de prêts Crédit foncier – Comptoir des entrepreneurs. 1978 – 1980.
- modifications des notices comptables, (dossier 85), 1977 – 1981.

2003 063 057

Comptabilité des prêts, dossier 91 à 117, 1978 - 1983 : gestion et réformes d'organisation, dont

- reprise des prêts consortiaux, P.I.C. et prêts conventionnés par la nouvelle chaîne, 1980 – 1981
- traitement des avis de prélèvements, 1978 – 1980
- études diverses, 1978 (dossier 92)
- remboursement anticipé des prêts trimestriels, 1980 – 1981
- harmonisation des franchises d'intérêt et des dates de valeurs appliquées aux versements sur prêts, 1983, etc.

- 2003 063 058** Comptabilité des prêts, dossier 110, 111 :
- développement de la domiciliation en prêts trimestriels. 1981 – 1982.
 - substitution d'échanges magnétiques aux relevés et versements " papier ". 1982 – 1985.
 - incitation au remboursement anticipé de certains prêts semestriels du secteur privé. 1981 – 1983.
- Comptabilité des prêts, dossier 116, gestion des versements clients : projet de cahier des charges, analyse fonctionnelle, (sociétés Burroughs et Anjou Télématique). 1985.
- 2003 063 059** Comptabilité des prêts, dossier 116, gestion des versements clients : analyse fonctionnelle, modifications et document définitif, 1985 – 1986 (Anjou télématique) ; contrat d'études ou de réalisation de logiciels, 1985 (Burroughs S.A.).
- Comptabilité des prêts, dossier 116, gestion des versements clients : notes, contrat, avis concernant l'application des versements clients de la société Burroughs. 1981 – 1986.
- 2003 063 060** Comptabilité des prêts, dossier 116, gestion des versements clients : notes de l'organisation générale et des services concernés par la mise en place des "Burroughs". 1985 – 1986.
- Comptabilité des prêts, dossier 118 à 124, 1981 - 1985 : gestion et réformes d'organisation, dont
- problèmes soulevés par les intérêts de retard. 1983.
 - versements transmis par le Comptoir des entrepreneurs et intéressant des prêts consolidés. 1982 – 1985.
- Comptabilité des prêts, dossier 119 : imprimés de correspondance destinés aux emprunteurs. 1977 – 1980.
- 2003 063 061** Comptabilité des prêts, dossier 125 à 141, 1982 - 1984 : gestion et réformes d'organisation, dont
- mécanisation des retours de fonds. 1984.
 - prêts trimestriels (dossier 126). 1982.
 - étude relative au nombre optimum de terminaux à la comptabilité des prêts, (dossier 128). 1983.

Comptabilité générale, 1950 - 1985

- 2003 063 062** Comptabilité générale, dossier 1 à 33 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité. 1950 – 1957.
- 2003 063 063** Comptabilité générale, dossier 34 à 72 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité, dont :
- aménagement du mode de règlement des annuités des prêts spéciaux construction. 1961.
 - remboursement anticipé des prêts fonciers. 1959.
- 1958 - 1963
- 2003 063 064** Comptabilité générale, dossier 73 à 107 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité. 1964 – 1969.
- [nouveau classement, à partir de 1969]*
Comptabilité générale, dossier 1 à 16 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité, dont :

- nouveau processus de transformation de prêts du régime locatif en régime accession. 1970 – 1972.

1969 - 1972

2003 063 065

Comptabilité générale, dossier 17 à 30 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité. 1971 – 1975.

Comptabilité générale, dossier 31 à 46, : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité, dont package de comptabilité générale COTRE (1979). 1977 – 1979.

2003 063 066

Comptabilité générale, dossier 37 : gestion des dossiers d'incapacité de travail relatifs aux prêts aidés. 1982 – 1985.

Comptabilité générale, dossier 47 à 64 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité. 1979 – 1985.

Comptabilité générale, dossier 57 : informatisation des comptes généraux, documentation sociétés. 1985.

Comptabilité générale, dossier 57 : informatisation des comptes généraux, avant-projet, notes, études. 1982 – 1985.

2003 063 067

Comptabilité générale, dossier 57 : informatisation des comptes généraux, étude préalable SYGECO. 1985.

Comptabilité générale, dossier 57 : informatisation des comptes généraux, mise en place SYGECO. 1986 – 1987.

2003 063 068

Comptabilité générale, dossier 58 : compétence des services dans le règlement des factures de frais généraux. 1982 – 1985.

Comptabilité générale, dossier 65 à 72 : organisation comptable, méthodes et réformes de la comptabilité. 1984 – 1985.

Secrétariat du conseil et publicité, 1960 – années 70 S.I.R.P., Service de l'information et des relations publiques, années 1980

2003 063 068 (suite)

Secrétariat du conseil et publicité, dossiers 1 à 12, dont dossiers relatifs aux tirages ou à la documentation technique. 1960 – 1968.

2003 063 069

Secrétariat du conseil et relations extérieures - S.I.R.P., dossier 1 à 17, , dont dossiers concernant l'informatisation du S.I.R.P. ou les publications. 1971 – 1985.

S.I.R.P., informatisation des centres d'information sur l'habitat A.I.L.A.P., Association pour l'information sur le logement en agglomération parisienne. 1982 – 1984.

Service du personnel et relations du travail, 1953 - 1986

- 2003 063 070** Personnel, organisation et gestion, dossier 1 à 38. 1953 – 1967.
- [Nouveau classement]*
Personnel, organisation et gestion, dossier 13 à 20, dont : création d'une brigade de renfort (1975), matériel pour l'application des horaires variables (1976). 1975 – 1977.
- 2003 063 071** Personnel, organisation et gestion, dossier 14 : horaires variables, propositions des constructeurs de matériel. 1976 – 1982.
- Personnel, organisation et gestion, dossier 21 à 40, , dont promotions, enquête sur l'utilisation de terminaux à écrans. 1978 – 1980.
- 2003 063 072** Personnel, organisation et gestion, dossier 41 à 55, dont formation professionnelle, effectifs, distributions d'actions aux salariés. 1980 – 1985.
- Personnel, organisation et gestion, dossier 48, Lois Auroux : droit d'expression directe et collective des salariés. 1984 – 1986.
- Primes de rendement, secteur contentieux. 1956 – 1965.
- 2003 063 073** Primes de rendement, secteur contentieux. 1966 – 1972.
- Primes de rendement, secteur des actes des prêts fonciers et maritimes. 1964 – 1969.
- Primes de rendement, secteur de l'inspection des prêts fonciers. 1964 – 1971.
- 2003 063 074** Primes de rendement et structure générale du service P.F.M.C.P., Prêts fonciers, maritimes et aux collectivités publiques. 1970 – 1971.
- Organisation du travail : étude société Decagone. 1972 – 1974.

S.E.C., Service d'exploitation commerciale, 1973 - 1985

- 2003 063 074 (suite)** S.E.C., organisation et gestion, dossier 1 à 9, dont gestion des O.C.H. dans les délégations régionales, gestion des comptes de dépôt ouverts en agence. 1973 – 1981.
- 2003 063 075** S.E.C., organisation et gestion, dossier 10 à 30, dont mécanisation de l'instruction des prêts, équipement du réseau commercial de terminaux en liaison avec le siège, transmission des documents entre le siège et les délégations. 1976 – 1981.
- S.E.C., organisation et gestion, dossier 28 : mécanisation des statistiques prêts privés. 1977.
- 2003 063 076** S.E.C., organisation et gestion, dossier 28 (suite) : mécanisation des statistiques prêts privés. 1977 – 1978.

S.E.C., organisation et gestion, dossier 31 à 45 dont réforme du commissionnement des notaires, ajustement comptable des opérations financières initiées par le réseau commercial. 1977 – 1983.

S.E.C., organisation et gestion, dossier 42 : mise en place de la carte bleue internationale Visa. 1982.

2003 063 077

S.E.C., organisation et gestion, dossier 33 : mise en place de la délégation régionale de Nantes. 1977 – 1980.

S.E.C., organisation et gestion, dossier 48 : réforme du commissionnement des directeurs départementaux, prise en compte des frais de gestion de la comptabilité analytique. 1980 – 1982.

S.E.C., organisation et gestion, dossier 46 à 65, dont évolution du réseau commercial, rémunération des directeurs départementaux, procédures P.A.P. et prêts privés. 1981 – 1985.

2003 063 078

S.E.C., organisation et gestion, dossier 56 à 91, dont guichets financiers dans la nouvelle chaîne fonds, outil informatique, procédures. 1982 – 1985.

S.E.C., organisation et gestion, dossier 58 : étude des besoins du réseau commercial en matière d'après vente. 1983.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Bordeaux : mise en place, effectif. 1976 – 1982.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Dijon : effectif. 1977 – 1984.

2003 063 079

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Lille : effectif, instruction des prêts, divers. 1974 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Lyon : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Marseille : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Montpellier : mise en place. 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Nancy : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

2003 063 080

S.E.C., organisation et gestion, délégations de la région parisienne : divers concernant l'effectif. 1978 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Toulouse : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Clermont-Ferrand : mise en place, effectif. 1985 – 1986.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Tours : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Nantes : effectif. 1976 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Rennes : mise en place, effectif, divers. 1975 – 1984.

S.E.C., organisation et gestion, délégation de Rouen : mise en place, effectif. 1976 – 1984.

P.I.P., Primes et interventions publiques, 1968 - 1985

- 2003 063 081** P.I.P., organisation et gestion, dossier 1 à 14, dont mise à jour du fichier informatique des primes, procédures de règlement des primes épargne logement et des primes à l'amélioration de l'habitat. 1969 – 1978.
- P.I.P., organisation et gestion, dossier 10 : modifications dans le traitement des primes. 1968 – 1972.
- 2003 063 082** P.I.P., organisation et gestion, dossier 10 : modifications dans le traitement des primes. 1972 – 1973.
- P.I.P., organisation et gestion, dossier 15 à 28, dont évolution et perspectives de l'activité du service, procédures de versement des primes, lettres-chèques de l'A.N.A.H. 1973 – 1985.
- P.I.P., organisation et gestion, dossier 15 : règlement des primes sur prêts éteints par lettres chèques postales. 1976 – 1978.

Inspection des prêts fonciers, 1953 - 1985

- 2003 063 083** Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 1 à 70. 1953 – 1966.
- 2003 063 084** Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 71 à 77, dont
- décentralisation et création des centres régionaux d'inspection en 1967.
 - fichier de documentation rurale. 1966 – 1972.
- [Nouveau classement]*
Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 1 à 5, dont organisation du service. 1968 – 1970.
- 2003 063 085** Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 6 à 19. 1969 – 1971.
- Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 12 : exploitation statistique sur ordinateur des données immobilières. 1971.
- Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 23 et 23 bis : unification des procédures de notification, décentralisation des décisions et délégations de pouvoirs. 1972 – 1974.
- 2003 063 086** Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 20 à 34, dont décentralisation, équipement, primes de rendement, estimation du patrimoine immobilier du Crédit foncier au 31 déc. 1976, circuits d'information. 1971 – 1976.
- Inspection des prêts fonciers, organisation et gestion, dossier 35 à 40, dont informatisation du fichier de documentation immobilière du service de l'inspection et des expertises foncières. 1978 – 1985.

Correspondants et caisse, 1950 - 1969
Opérations de banque, 1953 - 1972
[ancien classement]
Opérations de banque et caisse, 1969 - 1986
[nouveau classement]

- 2003 063 086 (suite)** Correspondants et caisse, organisation et gestion, dossier 1 à 8, dont étude des guichets de caisse, réorganisation du bureau des primes à la construction, réorganisation du bureau des correspondants financiers. 1950 – 1958.
- 2003 063 087** Correspondants et caisse, organisation et gestion, dossier 9 à 49. 1954 – 1969.
Opérations de banque, organisation et gestion, dossier 1 à 26. 1953 – 1957.
- 2003 063 088** Opérations de banque, organisation et gestion, dossier 27 à 71, dont modifications des méthodes de travail, de procédures, de comptabilisation. 1957 – 1966.
- 2003 063 089** Opérations de banque, organisation et gestion, dossier 72 à 86. 1966 – 1972.
Opérations de banque et caisse, dossier 1 à 17. 1969 – 1971.
- 2003 063 090** Opérations de banque et caisse, dossier 18 à 44, dont personnalisation des chèques, mécanisation des procédures. 1972 - 1974
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 29 et 29 bis, O.C.H., Ouvertures de crédits hypothécaires : suppression des O.C.H. " Amélioration de l'habitat " et ouverture des O.C.H. " Travaux ". 1972 – 1974.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 45 à 65, dont épargne logement, prélèvements des charges des prêts sur des comptes de dépôts, etc. 1974 – 1979.
- 2003 063 091** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 52 : réforme concernant la comptabilité des prêts. 1971 – 1974.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 66 à 71, dont transfert de l'exploitation des fichiers de l'atelier Adrex au service du courrier. 1975 – 1982.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 72 à 83. 1973 – 1977.
- 2003 063 092** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 75 : mécanisation des O.C.H. 1974 – 1978.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 75 (suite) : gestion comptable des O.C.H. 1974 – 1983.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 84 à 100, dont circulation de l'information, réorganisation du comptoir central. 1976 – 1980.
Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 89 : modification de la gestion informatique des comptes et plans d'épargne logement. 1977 – 1979.

- 2003 063 093** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 101 à 118, , dont mécanisation des virements permanent par la machine Triumph Adler, études, informatisation. 1974 – 1979.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 113 : microfiches pour le fichier des signatures des comptes de dépôts. 1979 – 1984.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 114 : restructuration du service. 1979.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 115 : fiscalité des valeurs mobilières. 1978 – 1979.
- 2003 063 094** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 119 à 132, dont informatisation. 1976 – 1982.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 121.1 et 121.2 : surveillance des prêts à des non résidents. 1978 – 1984.
- 2003 063 095** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 123 : refonte de la chaîne des comptes de dépôts. 1980 – 1985.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 127.1 : études pour guichets automatiques et distributeurs automatiques de billets internes. 1982 – 1984.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 127.2 : caractéristiques techniques des guichets automatiques. 1981 – 1982.
- 2003 063 096** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 127.3 : cartes magnétiques. 1978 – 1985.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 127.4 : guichets automatiques bancaires, notes et correspondance. 1977 – 1985.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 128 : statistiques. 1973 – 1981.
- 2003 063 097** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 128 : statistiques. 1980 – 1985.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 132.1 : études et statistiques pour la mise en place du traitement des chèques., Titre universel de paiement. 1980 – 1981.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 132.2 : notes sur le traitement des chèques accompagnés de T.U.P. 1980 – 1981.
- 2003 063 098** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 132.3 : documentation technique sur le traitement des chèques accompagnés de T.U.P. 1980 – 1981.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 133 à 150, dont traitements informatiques. 1981 – 1983.
- Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 134 : mécanisation de la tenue du compte Banque de France. 1971 – 1982.
- 2003 063 099** Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 142, renumérotation des comptes de dépôt. 1982 – 1983.

Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 143 : équipement en terminaux du service des O.B.C. dans le cadre de la nouvelle chaîne Fonds. 1981 – 1983.

Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 144 : chaîne OB, comptabilisation des opérations sur comptes de dépôt. 1981 – 1983.

2003 063 0100 Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 133 à 150, dont utilisation d'un compte Crédit foncier pour les besoins courants du siège. 1980 – 1986.

Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 156 : traitement de la conservation des titres sur matériel Hewlett Packard et logiciel ICEPP, Informatique conseil auprès des entreprises publiques et privées, 1983 – 1986.

2003 063 0101 Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 159 à 166, dont ouverture et numérotation des O.C.H., mécanisation des règlements de frais de mise en demeure aux huissiers, modalités d'envoi de fonds par le Crédit foncier. 1982 – 1986.

Opérations de banque et caisse, organisation et gestion, dossier 167 à 173, dont notes et études sur l'évolution du service et sur le groupe du change. 1983 – 1986.

Opérations d'escompte de crédits à court et moyen terme, 1965 - 1967

E.O.F., Escompte et opérations financières, 1968 - 1981

S.T.O.F., Service de la trésorerie et des opérations financières, 1983 – 1985

2003 063 0101 (suite) Opérations d'escompte de crédits à court et moyen terme, organisation et gestion. 1965 – 1967.

2003 063 0102 S.T.O.F., organisation et gestion, étude 1984.

S.T.O.F., organisation et gestion, dossier 25 à 31, dont statistiques du marché hypothécaire, informatisation, etc. 1983 – 1985.

E.O.F., organisation et gestion, dossier 1 à 17, dont gestion du portefeuille des effets financiers. 1968 – 1976.

2003 063 0103 E.O.F., organisation et gestion, dossier 13 : gestion des crédits à la construction en période de moyen terme au Comptoir des entrepreneurs. 1975 – 1976.

E.O.F., organisation et gestion, dossier 18 à 24, dont organisation et décentralisation du secteur " moyen terme bancaire ". 1977 – 1981.

Actes des prêts, 1948 – 1962 **Service des prêts, 1974 - 1986**

2003 063 0104 Actes des prêts, organisation et gestion, dossier 1 à 77. 1948 – 1962.

- 2003 063 0105** Actes des prêts, organisation et gestion, dossier 78 à 119. 1956 – 1968.
- 2003 063 0106** Actes des prêts, organisation et gestion, dossier 120 à 140. 1964 – 1969.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 1 à 10, dont modification du traitement administratif, harmonisation des procédures. 1974 – 1975.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 6 : mécanisation du traitement des prêts fonctionnaires. 1974.
- 2003 063 0107** Service des prêts, organisation et gestion, dossier 11 à 26, dont prêts consortiaux, effectifs du service, statistiques. 1975 – 1978.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 27 à 50, dont mécanisation des P.A.P., extension de l'informatisation de l'instruction des prêts. 1978 – 1986.
- 2003 063 0108** Service des prêts, organisation et gestion, dossier 19 : prêts spéciaux construction. 1972 – 1983.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.1 : prêts consortiaux avec le Crédit mutuel de Bretagne. 1972 – 1976.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.2 : prêts consortiaux avec La Banque de la Hénin. 1973.
- 2003 063 0109** Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.3 : prêts consortiaux avec le Comptoir des entrepreneurs. 1973 – 1977.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.4 : prêts consortiaux avec L'U.C.B. 1973 – 1975.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.5 : prêts consortiaux avec les Banques populaires. 1973 – 1975.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.6 : prêts consortiaux avec les Caisses de crédit agricole. 1974 – 1976.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.7 : prêts consortiaux avec la Société de banque de l'Orléanais. 1974 – 1976.
- Service des prêts, organisation et gestion, dossier 13.8 : prêts consortiaux avec le Crédit mutuel de l'Ouest. 1974 – 1976.
- Prêts à la construction, organisation et gestion : opérations de moyen terme. 1962.
- 2003 063 0110** Prêts à la construction, organisation et gestion, dossier 1 à 7 bis. 1969.
- Prêts à la construction, organisation et gestion. dossier 8 à 13. 1969 – 1971.
- Prêts à la construction, organisation et gestion, dossier 14 à 22. 1972 – 1974.
- 2003 063 0111** Prêts à la construction, organisation et gestion, dossier 14 : P.S.I., Prêts spéciaux immobiliers. 1972.
- Prêts à la construction, organisation et gestion, dossier 15 : P.I.C., Prêts immobiliers conventionnés Crédit foncier et autres banques. 1972 – 1977.

- 2003 063 0112** Prêts à la construction, organisation et gestion, dossier 15.3 : P.I.C., Prêts immobiliers conventionnés Société de banque de l'Orléanais. 1973 – 1975.
- Prêts complémentaires aux fonctionnaires, organisation et gestion. 1957 – 1969.
- Prêts complémentaires aux fonctionnaires, organisation et gestion. 1970 – 1976.
- Prêts familiaux, organisation et gestion. 1970 – 1972.
- 2003 063 0113** P.F.M.C.P., Prêts fonciers, maritimes et aux collectivités publiques, organisation et gestion, dossier 1 à 16. 1968 – 1972.
- 2003 063 0114** P.F.M.C.P., Prêts fonciers, maritimes et aux collectivités publiques, organisation et gestion, dossier 17 à 22. 1972 – 1974.
- Prêts aidés : régime. 1978.
- 2003 063 0115** P.S.I. dans les DOM, organisation et gestion. 1977.
- Mécanisation des prêts au siège. 1977 – 1981.
- Mécanisation des P.A.P. 1978 – 1981.
- 2003 063 0116** Réforme P.A.P. 1977.
- Documentation P.A.P. 1982 – 1983.

Service des titres, 1950 – 1988

- 2003 063 0116 (suite)** Service des titres, organisation et gestion, dossier 1 à 13. 1950 – 1964.
- 2003 063 0117** Service des titres, organisation et gestion, dossier 14 à 32. 1954 – 1979.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 24 : étude du service des titres. 1959.
- 2003 063 0118** Service des titres, organisation et gestion, dossiers divers. 1967 – 1975.
- 2003 063 0119** Service des titres, organisation et gestion, dossier 15 à 30. 1975 – 1983.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 16, décentralisation à Laval, dont : implantation du service des titres et du service des opérations de banque et caisse (1975 – 1977), mécanisation de la conservation des titres (1968 – 1978), simplification du contrôle des coupons (1975), mécanisation du répertoire numérique ; fichiers à grande capacité, offres des constructeurs (1974 – 1975). 1968 – 1983.
- 2003 063 0120** Service des titres, organisation et gestion, dossier 16, décentralisation à Laval (suite), dont Conservation des titres (1977 – 1979). 1975 – 1983.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 34.A : augmentation de capital, 1970, et étude de 1981. 1970-1981.

- 2003 063 0121** Service des titres, organisation et gestion, dossier 34.B : augmentation de capital. 1983.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 35, dématérialisation des valeurs mobilières : projet de textes et textes, presse, contacts extérieurs. 1979 – 1984.
- 2003 063 0122** Service des titres, organisation et gestion, dossier 35, dématérialisation des valeurs mobilières (suite) :
- SICOVAM, Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières. 1983 – 1988.
 - Notes du service des méthodes, suivi de " Dématérialisation au Crédit foncier ". 1982 – 1984.
- 2003 063 0123** Service des titres, organisation et gestion, dossier 35, dématérialisation des valeurs mobilières (suite) : autres notes, suivi de " Dématérialisation au Crédit foncier ". 1982 – 1984.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 44 : participation du Crédit foncier au groupe des utilisateurs du système NIXDORF " Noemi " (dématérialisation des titres). 1982 – 1984.
- Service des titres, organisation et gestion, dossier 46 : gestion des emprunts domestiques. 1978 – 1988.
- 2003 063 0124** Service des titres, organisation et gestion, dossier 49 : mise en place de la dématérialisation des titres pour la profession bancaire. 1982 – 1986.
- 2003 063 0125** Service des titres, organisation et gestion, dossier 49 : mise en place de la dématérialisation des titres pour la profession bancaire, 1982 – 1986 (suite)

Délégations régionales, directions départementales, 1947 - 1986

- 2003 063 0125 (suite)** Directions départementales, organisation et gestion, dossier 1 à 47. 1947 – 1967.
- Délégations régionales : production. 1973 – 1979.
- 2003 063 0126** Délégations régionales : production. 1973 – 1979. (suite)
- Délégations régionales : production. 1980 – 1983.
- Guichets automatisés, documentation. 1979 – 1981.
- 2003 063 0127** Guichets automatisés, documentation. 1979 – 1981 (suite).
- Réunions des délégués régionaux. 1978 – 1983.
- Contrôle des services extérieurs. 1969 – 1973.
- 2003 063 0128** Effectifs en région : analyse des postes. 1977.
- Régionalisation des garanties de bonne fin. 1975 – 1982.

Divers, 1961 - 1986

2003 063 0128 (suite) Organisation générale. 1985 – 1986.

Contrôle général. 1980 – 1986.

2003 063 0129 F.N.A.H., , dont statistiques. 1961 – 1967.

F.N.A.H., A.N.A.H.:

- Procédures d'instruction et de réalisation des crédits Habitat consolidables, 1969
- Prêts du F.N.A.H. avec subvention, 1968
- Convention Etat/Crédit foncier concernant l'A.N.A.H., 1971
- Paiement décentralisé des subventions de l'A.N.A.H. par la délégation de Lille, 1975 – 1980.

Rapports sur les valeurs mobilières. 1981 – 1982.

Domaines. 1983 – 1985.

INDEX

Le renvoi est fait à la cote.

A

A.N.A.H., 082
A.N.A.H., 129
acquéreur, 017, 046
actes des prêts, 104-105
agence, 074
allocation en capital, 052
après-vente, 078
archives, 038, 052
Association pour l'information sur le logement
en agglomération parisienne (AILAP), 069
assurance, 003, 045-046
assurance-vie, 005
Atelier Adrex, 091
autorisation, 007

B

B.L.H., 008Loi de 1938, 004
B.N.P., 019
Banque de France, 098
Banque de la Hénin, 108
Banque populaire, 109
bons à 5 ans, 003
Bordeaux, 078
bureautique, 023

C

Caisse d'Epargne, 004, 011
Cambon (rue à Paris), 006
carte bancaire :
- Bleue Visa, 076
- crédit, 021
- magnétique, 096
Centre bancaire annexe (Marne-La-Vallée),
005
Centre de recherche économique sur
l'épargne, 017
Centre intergouvernemental de
documentation sur l'habitat et de
l'environnement, 004
centres régionaux d'inspection des prêts
fonciers, 084
chèques, 002, 032, 082, 090, 097-098
Cité financière de Paris, 004
Clermont-Ferrand, 080
COBOL SIRIS, 029
Commission des méthodes, 023-024
commissionnement, 076-077
Compagnie bancaire, 003

comptabilité :
- analytique, 077
- générale, 021, 062-068
- prêts, 052-061, 091

compte :

- Banque de France, 098
- dépôt, 090, 093, 095
comptoir central, 092
Comptoir des entrepreneurs, 002, 004-005,
008, 015, 022, 041-042, 045, 056, 060
Concours des Banques, 014
conflits, 047
consolidation, 012, 041-042
convention avec l'Etat, 129
correspondants, 086-087
COTRE, 065
Crédit agricole, 109
Crédit Lyonnais, 017
Crédit mutuel :
- Bretagne, 108
- Ouest, 109
crédits-terrains, 004

D

Décagogne (société de conseil en
informatique), 004
décentralisation des procédures CFF, 004,
086, 103, 119, 129
délégations, 074, 078-080, 125-128
demandes de prêts, 006
dématérialisation des valeurs mobilières, 121-
125
Dijon, 078
directions départementales, 077, 125
documentation :
- rurale, 084
- technique, 098
Domaines, 129

E

économie d'énergie, 013
effectifs, 003, 006, 030, 047, 072, 107, 128
emprunteurs, 049, 052, 055, 060
emprunts, 005, 123
épargne logement, 090
équipement, 086
ergonomie, 021-022
escompte de crédits, 101-103
établissements d'enseignement supérieur,
021
Etat, 129
étudiants, 021

F

F.N.A.H., 129
fichiers, 028, 050-051, 053, 081, 084, 086,
92-93, 119
fonctionnaires, 008, 014
formation, 021

frais d'huissier, 047
Français d'Outre-mer, 004

G

gages, 046
gestion, 006
Groupe Opérar Conseil, 004
guichet automatique bancaire, 095-096, 126
guichet financier, 078

H

habitat, 004, 069, 081, 090, 129
Hewlett Packard, 100

I

I.G.E., voir Service de l'Information et gestion économique
ICEPP (logiciel), 100
incapacité de travail, 066
indemnisation des rapatriés, 010
indemnisation, 004
Information et gestion électronique (Service de l'I.G.E.), 015, 021, 025-030
informatique et liberté, 011
informatique, 003-004, 011, 021-023, 029-030, 049-051, 059, 075, 086, 092, 100, 107
inspection des prêts fonciers, 083-086

L

Laboratoire de recherche avancée en moyens informatique, 006
Laval, 119
Lille, 079, 129
locataires, 03
logement, 045, 081
logements HLM, 003
Loi Scrivener, 013
loyers, 053-054
Lyon, 004
Lyon, 079

M

Marne-La-Vallée, 005
Marseille, 079
matériel, 036-040
mécanisation des procédures, 039, 048, 061, 075-076, 090, 092, 098, 101, 106-107, 115, 119
migration, 029
Ministère des Finances, 003
Montpellier, 079

N

Nancy, 079
Nantes, 080
NIXDORF (système), 123
non-résidents, 094
notaires, 076

O

opérations conjuguées ordinaires, 005
opérations de banque et caisse, 087-101
ordinateurs, 003-004, 020, 024-025, 049
Outre-Mer, 012
ouverture de crédits hypothécaires (O.C.H.), 074, 090, 092

P

P.A.P., 012-013, 016-017, 019, 022-023, 042, 077, 107, 115-116
P.I.C., 020, 026-027, 057
P.S.I. (D.O.M.), 014, 017, 115
P.S.I., 041-042
patrimoine immobilier du CFF, 086
- Immeuble du siège :
Centre bancaire annexe à Marne-la Vallée, 005
Projet d'installation Rue Cambon (Paris), 006, 037-038
Implantation Capucines-Volney (Paris), 037-039
personnel, 070-072
plan d'épargne logement, 092
préfinancement accordés à des lotisseurs pour l'acquisition de terrains, 014
prêts :
- aidés, 066, 114
- associés, 004
- B.N.P. associés aux P.A.P., 012
- collectifs, 048
- complémentaires, 004
- consolidés, 060
- consortiaux, 008, 011, 026-028, 057, 107-109
- construction et aux travaux, 004-005, 008, 110-112
- conventionnés, 012, 056-057, 111
- éteints, 053, 082
- familiaux, 112
- fonciers en pool, 002
- fonciers ordinaires, 001-009
- fonciers, 045, 063, 084-086
- fonciers, maritimes et aux collectivités publiques (PFMCP), 074, 113-114
- fonctionnaires, 008, 014, 106, 112
- hypothécaires, 020
- locatifs aidés, 011
- locatifs, 054, 064
- rapatriés, 006
- secteur privé, 005, 007-009, 020, 075-077
- semestriels, 049-050, 058
- siège, 115
- sociétés anonymes de crédit immobilier, 009

- spéciaux à la construction, 006, 063, 108, 111
- spéciaux, 003-005
- syndicats de copropriétés, 011
- travaux sylvicoles, 013
- trimestriels, 027, 050, 057-058, 061

primes :

- amélioration de l'habitat, 081
- épargne logement, 081
- primes et interventions publiques (PIP), 081-082
- rendement du personnel, 072-074, 086

protection juridique des rapatriés, 010
provision fiscale, 006

R

rapatriés, 006, 010
recouvrement, 044-045
régime accession, 064
Région Parisienne, 080
remboursement de prêts, 004, 041, 044, 052, 055, 063
Rennes, 080
rénovation, 004
réseau commercial, 075-078
Rouen, 080

S

secrétariat du conseil et publicité, 068
secrétariat général, 001-019
secteurs du CFF :

- contentieux, 072-073
- inspection des prêts fonciers, 073
- actes des prêts fonciers et maritimes, 073

section centrale, 050-051

services du CFF :

- commercial, 005
- contentieux (et révisions à partir de 1969), 002, 042-051,
- courrier, 091
- financier des directions départementales et des agences, 005
- information et des relations publiques, 069
- intérieur, 036-040
- mécanographie, 024-025

versements de fonds, 012

- méthodes et de la gestion commerciale, 014
- méthodes et statistiques, 008-010, 012, 031-040, 122
- méthodes, 018-024, 030
- prêts, 017, 106-116
- service d'exploitation commerciale, 074-080
- titres, 116-125
- trésorerie et des opérations financières, 102-103
- utilisateurs informatique, 021
- personnel et relations du travail, 070-074

SFENA, 030

Société Anjou Télématicque, 058-059

Société Burroughs, 058-060

Société de Banque de l'Orléanais, 012, 109

Société Decagone, 074

Société interprofessionnelle pour la compensation des valeurs mobilières (SICOVAM), 122

sociétés civiles, 004

sociétés immobilières d'attribution pour le financement des travaux, 011

solvabilité, 017

stage formation, 021

statistiques, 008-010, 012, 022, 027, 031-040,

049, 075-076, 085, 096-097, 102, 107, 129

surveillance des prêts, 094

SYGECO, 067

T

télédictée, 044

télétraitement, 021

titre universel de paiement (TUP), 097-098

titres obligatoires, 006

titres, 116-125

Toulouse, 080

Tours, 080

transformation de prêts, 064

travaux, 008, 011, 013, 090

Triumph Adler, 093

U

U.C.B., 008, 109

V

valeurs mobilières, 093, 121-122, 129

vente, 003

TABLE DES MATIERES

<u>INTRODUCTION</u>	2
<u>SOMMAIRE</u>	5
<u>BORDEREAU D'ENTRÉE</u>	6
<u>Secrétariat général</u>	6
<u>Service des méthodes</u>	8
<u>Service de la mécanographie</u>	9
<u>Service Information et gestion électronique</u>	9
<u>Méthodes et statistiques : gestion du courrier et traitement de textes</u>	10
<u>Matériel et service intérieur, 1953 - 1989</u>	11
<u>Etudes et opérations juridiques, 1964 - 1984</u>	11
<u>Service du contentieux, 1954 - 1969</u>	12
<u>Service du contentieux et révisions, 1969 - 1984</u>	12
<u>Comptabilité des prêts, 1969 - 1986</u>	13
<u>Comptabilité générale, 1950 - 1985</u>	14
<u>Secrétariat du conseil et publicité, 1960 – années 70</u>	15
<u>S.I.R.P., Service de l'information et des relations publiques, années 1980</u>	15
<u>Service du personnel et relations du travail, 1953 - 1986</u>	16
<u>S.E.C., Service d'exploitation commerciale, 1973 - 1985</u>	16
<u>P.I.P., Primes et interventions publiques, 1968 - 1985</u>	18
<u>Inspection des prêts fonciers, 1953 - 1985</u>	18
<u>Correspondants et caisse, 1950 - 1969</u>	19
<u>Opérations de banque, 1953 - 1972</u>	19
<u>Opérations de banque et caisse, 1969 - 1986</u>	19
<u>Opérations d'escompte de crédits à court et moyen terme, 1965 - 1967</u>	21
<u>E.O.F., Escompte et opérations financières, 1968 - 1981</u>	21
<u>S.T.O.F., Service de la trésorerie et des opérations financières, 1983 – 1985</u>	21
<u>Actes des prêts, 1948 – 1962</u>	21
<u>Service des prêts, 1974 - 1986</u>	21
<u>Service des titres, 1950 – 1988</u>	23
<u>Délégations régionales, directions départementales, 1947 - 1986</u>	24
<u>Divers, 1961 - 1986</u>	25
<u>INDEX</u>	26